



« Cé ta nou, cé pa ta yo » C'est à nous, pas à eux (...les profiteurs)

Depuis le 20 janvier 2009 la Guadeloupe est en grève générale contre la vie chère à l'appel du Lyannaj kont pwofitasyon (LKP : collectif contre l'exploitation outrancière) né autour des syndicats guadeloupéens (UGTU, CGTG et CTU) et qui regroupent aujourd'hui plus de 49 signataires soit la presque totalité des syndicats, des partis progressistes et des mouvements culturels de l'île.

Contre la vie chère : 200€ au moins et immédiatement !

Le point de départ du mouvement a été l'exigence de la baisse du prix de l'essence. Mais bien vite, la plateforme du collectif s'est élargie à ce qui parle à tout le monde : la lutte contre la vie chère avec pour revendications principales

- le relèvement de 200€ des bas salaires, des retraites et des minima sociaux
- le relèvement immédiat du Smic
- l'indexation des salaires sur le coût de la vie
- la baisse des impôts et des taxes

Aux Antilles, la richesse est confisquée par quelques grandes familles de békés

A Pointe-à-Pitre, on dit que « les colons ont eu la canne à sucre... puis la grande distribution et le pétrole » tant il est vrai que la richesse tient en peu de mains. Les images de soleil et de cocotiers masquent une autre réalité sociale faite de chômage et de prix exorbitants comme le reconnaît le gouvernement en accordant aux fonctionnaires d'outre-mer une prime de vie chère de 40%. Mais la société postcoloniale perdure jusque dans l'organisation administrative et les secteurs-clés de l'économie toujours tenus par les blancs, souvent métropolitains.

Une mobilisation exemplaire : générale, unitaire et déterminée

Barrages routiers, opérations escargots, caravanes animées : chaque jour on innove pour populariser les revendications et élargir le mouvement. Dans la vie quotidienne, malgré les coupures de courant et les magasins fermés, la solidarité s'organise autour de ventes de fruits et de légumes directement des producteurs aux consommateurs.

C'est ainsi que semaine après semaine les manifestations rassemblent toujours plus de monde. Et lorsque le préfet propose des négociations éclatées pour tenter de diviser le mouvement, le LKP exige et obtient la présence de tous (Collectif, patrons, Etat et élus) autour de la même table.

« Kimbé rèd, pa moli ! » (Tenez bon, ne cédez pas !)

Le mouvement en Guadeloupe, né dans le sillage de la révolte guyanaise de décembre, a gagné maintenant la Martinique animé par le « Collectif de 5 février », constitué autour de l'intersyndicale pour exiger avant tout « une baisse de 30% sur 100 produits de première nécessité ».

Ici aussi, 200€ pour tous, pour joindre les deux bouts

Après avoir maintenu un silence assourdissant autour de la grève générale en Guadeloupe, le gouvernement et les médias craignent maintenant la contagion. Et ce n'est pas le départ en catimini d'Yves Jégo, le secrétaire d'état à l'outremer qui fera retomber la colère, bien au contraire. Le peuple guadeloupéen nous donne une véritable leçon de ce qu'il faut faire : un mouvement prolongé qui regroupe les résistances pour vaincre l'isolement et la dispersion. Alors la meilleure façon de l'aider, c'est bien de lutter –ici aussi– contre la vie chère en exigeant tout de suite

- une augmentation immédiate de 300€ pour tous
- pas de salaire à moins de 1500€

Finis les blablas, il est grand temps de redistribuer équitablement les richesses à tous ceux et celles qui en ont besoin...et pas seulement aux banques !